

VILLE DE  
MONT-ROYAL



TOWN OF  
MOUNT ROYAL

SÉANCE ORDINAIRE  
du conseil municipal de Mont-Royal  
mardi 16 avril 2024 à 19 h  
au 90, avenue Roosevelt

REGULAR MEETING  
of the Mount Royal Town Council  
Tuesday, April 16, 2024, at 19:00  
at 90 Roosevelt Avenue

### ORDRE DU JOUR

### AGENDA

Ouverture de la séance et mots du maire et des membres du conseil	1.	Opening of the meeting and remarks from the mayor and council members
Adoption de l'ordre du jour	2.	Adoption of Agenda
Période de questions du public	3.	Public question period
Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 19 mars 2024	4.	Adoption of Minutes of the Regular Meeting of March 19, 2024
Dépôt de documents :	5.	Tabling of documents :
Liste des commandes -20 000\$	.1	List of orders -\$20,000
Liste des commandes -50 000\$	.2	List of orders -\$50,000
Liste des achats sans émission de bons de commande	.3	List of purchases without issuing a purchase order
Liste des chèques et dépôts directs	.4	List of cheques and direct deposits
Rapport - Ressources humaines	.5	Human resources report
Permis et certificats	.6	Permits and certificates

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**GENERAL BUSINESS**

Vente à l'encan

6. Auction Sale

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

**ADMINISTRATION AND FINANCES**

Demande d'aide financière au Ministère des Transports et de la mobilité durable - Programme Écocamionnage

7. Application for financial assistance from the Ministère des Transports et de la Mobilité Durable - Ecotrucking program

Projet de développement Royalmount - Permission de voirie (MTMD) et documents afférents

8. Royalmount development Project - Roadway permit (MTMD) and related documents

Ratification des débours pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 mars 2024

9. Ratification of disbursements for the period of March 1st to March 31st, 2024

**AFFAIRES CONTRACTUELLES**

**CONTRACTUAL MATTERS**

Services professionnels pour la surveillance des travaux d'infrastructures dans le secteur industriel

10. C-2024-45 - Professional services -for the inspection of infrastructure work in the Industrial sector

Lavage des vitres de la Bibliothèque 2024-2027

11. Window cleaning of the library 2024-2027

Travaux d'électricité dans les bâtiments municipaux

12. Electrical work in municipal buildings

Système de pondération et d'évaluation pour services professionnels - Amélioration du parc Mohawk.

13. Bid weighting and evaluation system for professional services - Improvement of Mohawk Park.

Remplacement de l'éclairage des terrains de tennis

14. Replacement of tennis court lighting

Fourniture de la main-d'œuvre et du matériel pour les services de gardiennage de bâtiment 15. Supply of labor and materials for building security services

Dépenses supplémentaires - Travaux d'inventaire des arbres publics 16. Additional expenses - Public tree inventory work

Autorisation de dépenses - Travaux de maçonnerie et plomberie - 1275 chemin Dunkirk (Pizzaiolle) 17. Expenditure authorization - Masonry and plumbing work - 1275 chemin Dunkirk (Pizzaiolle)

## URBANISME

## URBAN PLANNING

Recommandations du Comité consultatif d'urbanisme 18. CCU recommendations

## RÈGLEMENTATION

## BY-LAWS

Adoption du Règlement N°1441-15 modifiant le règlement de zonage N°1441 concernant les dispositions particulières applicables aux zones M-801, M-802 et M-803 19. Adoption of By-law No. 1441-15 to amend Zoning By-law N°1441 concerning the Special Provisions applicable to zones M-801, M-802 and M-803

Adoption du Règlement N° 1441-16 modifiant le règlement de zonage N°1441 en ce qui a trait à l'affichage pour le complexe multifonctionnel dans les zones M-801, M-802 et M-803 20. Adoption of By-law No. 1441-16 to amend Zoning By-law N°1441 with respect to signage for the multifunctional complex in zones M-801, M-802 and M-803

Adoption du Règlement N° 1441-14 modifiant le règlement de zonage N°1441 en ce qui a trait aux marges, au coefficient d'emprise au sol et au coefficient d'occupation du sol dans la zone C-211 (secteur Brittany, Rockland, Côte-de-Liesse) 21. Adoption of By-law No. 1441-14 to amend Zoning By-law No. 1441 with respect to setbacks, the coverage ratio and the floor area ratio in zone C-211 (Brittany, Rockland, Côte-de-Liesse sector)

Adoption du Règlement N° 1358-6 modifiant le Règlement N° 1358 concernant la collecte sélective des matières secondaires récupérables, la collecte de résidus de jardin, la collecte de résidus alimentaires et la collecte des déchets en ce qui a trait aux chambres à déchets réfrigérées 22. Adoption of By-law No. 1358-6 to amend By-law No. 1358 concerning the selective collection of recoverable secondary materials, the yard trimmings collection, the food waste collection and the refuse collection with respect to refrigerated refuse room

Dépôt et avis de motion du projet de Règlement N° 1472 sur la sécurité publique et la conformité réglementaire. **23.** Filing and notice of motion of Draft By-law No. 1472 concerning public security and regulatory compliance

Dépôt, avis de motion et d'adoption du Projet de Règlement No 1471 divisant le territoire de la municipalité en huit districts électoraux **24.** Filing, notice of motion and adoption of Draft By-law No. 1471 to divide the Town's territory into eight electoral districts

## **RESSOURCES HUMAINES**

## **HUMAN RESOURCES**

Renouvellement de la convention collective avec les employés syndiqués professionnels **25.** Renewal of the collective agreement with the unionized professional employees

## **AGGLOMÉRATION**

## **AGGLOMERATION**

Rapport sur les décisions prises et orientations du conseil au conseil d'agglomération **26.** Report on Decisions rendered and orientations of Council at the Agglomeration Council meeting

Période de questions du public **27.** Public question period

Levée de la séance **28.** Closing of Meeting

**Le greffier,**

**Alexandre Verdy  
Town Clerk**

**RÈGLEMENT N° 1441-15 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° 1441 EN CE QUI A TRAIT À CERTAINES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES M-801, M-802, M-803**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
<b>AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :</b>	<b>20 FÉVRIER 2024</b>
<b>ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT :</b>	<b>20 FÉVRIER 2024</b>
<b>ADOPTION DU RÈGLEMENT :</b>	<b>16 AVRIL 2024</b>
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR :</b>	<b>..... 2024</b>

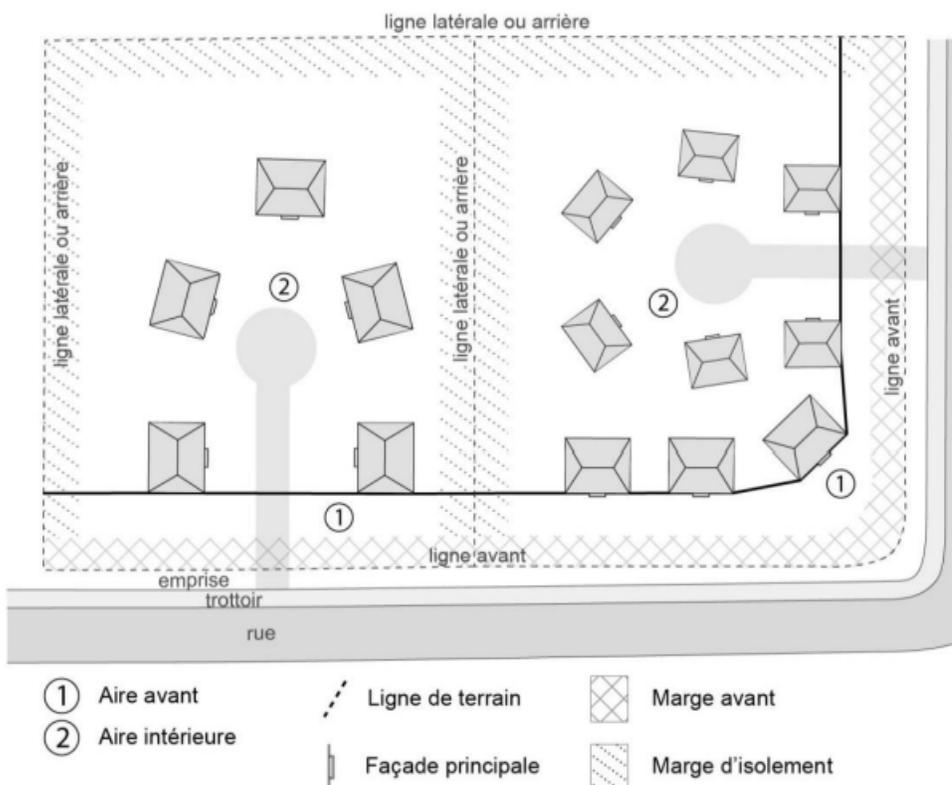
**ATTENDU QU'**avis de motion a été donné le 20 février 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE 16 AVRIL 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Les articles 546 et 547 du Règlement de zonage n° 1441 sont remplacés par les articles suivants :

« 546. Lorsqu'indiqué à la grille de spécifications de zonage, un projet commercial intégré peut être réalisé dans ces zones.

Aux fins de la Section IV, un projet commercial intégré constitue un regroupement de plusieurs bâtiments, d'un ou plusieurs usages, localisés sur un seul terrain suivant une planification d'ensemble formant une unité architecturale et dont la planification, la gestion et la promotion sont d'initiative unique. Un projet commercial intégré peut être réalisé par phase et est conçu dans le but de favoriser la mise en commun de certains espaces extérieurs, services ou équipements tels les allées véhiculaires, les stationnements, les espaces récréatifs et les espaces verts. L'illustration qui suit illustre le type d'implantation applicable à un tel projet.



Aux fins de cette illustration, les aires avant et intérieure correspondent aux cours avant et arrière aux termes du présent règlement. Les marges avant, latérale et arrière applicables au terrain sont celles indiquées à la grille des spécifications du zonage.

547. Il est possible d'exclure, de vendre ou autrement aliéné un bâtiment et une partie du terrain d'un projet commercial intégré si toutes les dispositions de la réglementation d'urbanisme (zonage, construction, lotissement, etc.) et toutes les exigences des Services techniques (infrastructure, circulation, gestion des matières résiduelles, etc.) sont respectées autant pour le terrain et le bâtiment exclu, vendu ou aliéné que pour la partie restante du projet commercial intégré.

547.1 La réalisation d'un projet commercial intégré peut se faire en phase. Ainsi, la conformité du projet commercial intégré aux normes applicables est traitée en regard de la totalité du projet et non par phase de développement, de telle sorte que le terrain du projet commercial intégré doit respecter les normes relatives aux dimensions et à la superficie de terrain minimales prévues au règlement de lotissement et celles contenues aux grilles des spécifications de zonage. Ces normes s'appliquent pour l'ensemble du terrain sur lequel sont érigés des bâtiments en projet commercial intégré et non pour chaque lot, tout en respectant les autres normes, le cas échéant.

Toutes les phases du projet commercial intégré doivent être complétées dans les quatre ans de l'émission du permis de construction. La conformité du projet commercial intégré aux normes d'implantation prévues à la réglementation est évaluée par la Ville à l'expiration de cette période en fonction du plan global du projet commercial intégré préalablement approuvé par la Ville. ».

2. Les articles 550 et 551 de ce Règlement sont remplacés par les articles suivants :

« 550. Toute allée d'accès à l'intérieur d'un projet commercial intégré doit être d'une largeur minimum de six mètres (6 m). De plus, chaque allée d'accès doit prévoir une hauteur libre minimale de cinq mètres (5 m). La pente maximale autorisée pour ces allées d'accès est de 1 :12,5. Lorsque nécessaire, le rayon de courbure minimale doit être de douze mètres (12 m). Toutes les allées d'accès qui ne mènent pas à une rue publique doivent se terminer dans une aire de stationnement ou un cercle de virage d'un minimum de 9 mètres de diamètre avec une pente maximale de 7 %.

Aucune rue publique n'est autorisée à l'intérieur d'un projet commercial intégré.

551. Le nombre de cases de stationnement du projet commercial intégré doit être calculé pour l'ensemble des usages projetés et non pour chacun des usages. Toute aire de stationnement aménagée dans le cadre d'un projet commercial intégré est assujettie au respect des dispositions relatives au stationnement hors rue du présent règlement.

551.1 La distance minimale entre chaque accès à la propriété est de trente mètres (30 m). Au-delà des accès à la propriété autorisés au présent règlement, tout nouvel accès à la propriété, jusqu'à concurrence de quatre (4) accès par rue publique lorsque le terrain mesure au moins trois cent cinquante mètres (350 m) de frontage, devra faire l'objet d'une approbation de la Ville via le dépôt d'une étude de circulation incluant toutes les simulations, ainsi qu'un plan de circulation interne et externe du projet commercial intégré.

La largeur des entrées charretières doit être conforme aux dispositions applicables du présent règlement. Tout bâtiment ou terrain qui se situe dans le projet commercial intégré approuvé par la Ville doit être accessible par une allée d'accès ou une rue privée située à l'intérieur de ce dernier. Aux fins du présent article, le calcul de la distance minimale et du nombre d'accès à la propriété par projet commercial intégré n'est pas modifié par l'exclusion, la vente ou l'aliénation de tout bâtiment ou partie de terrain compris dans le projet commercial intégré.

551.2 Tout terrain visé par un projet commercial intégré est assujéti aux conditions suivantes:

- a) le terrain doit être contigu à une rue publique;
- b) il est permis de créer à l'intérieur du projet commercial intégré des lots dont les dimensions et la superficie sont inférieures aux normes applicables aux termes du Règlement de lotissement et celles contenues aux grilles des spécifications de zonage;
- c) tout lot à bâtir ou sur lequel se situe un bâtiment doit être minimalement accessible depuis une rue privée ou une allée d'accès située à l'intérieur du projet commercial intégré;
- d) l'implantation de plus d'un bâtiment et usage principal est autorisée sur un même lot.

551.3 L'implantation de bâtiment à l'intérieur d'un projet commercial intégré doit respecter les dispositions suivantes :

- a) L'implantation de tout bâtiment principal par rapport aux limites du terrain formant l'assiette du projet commercial intégré doit respecter les marges de recul minimales applicables à la zone concernée;
- b) La distance entre les bâtiments et les lignes de lots à l'intérieur du projet intégré n'est pas réglementée;
- c) Un bâtiment ne peut se retrouver à plus de 45 mètres d'une rue publique, rue privée ou allée de circulation;
- d) La distance minimale à respecter entre les bâtiments est de 5 mètres;
- e) Le coefficient d'occupation du sol inscrit à la grille des spécifications de zonage pour la zone concernée est calculé en considérant la superficie totale de plancher de tous les bâtiments du projet commercial intégré;
- f) Le projet commercial intégré doit comprendre une aire d'agrément d'une superficie minimale fixée à 5 % de la superficie du terrain formant le projet. L'aire d'agrément peut être distribuée à différents endroits sur le terrain formant le projet intégré. ».

3. L'article 555 de ce Règlement est remplacé par l'article suivant :

« 555. Tout projet commercial intégré doit comprendre une place publique aménagée accessible à la clientèle et aux passants. L'implantation des bâtiments doit s'articuler autour de cette place publique, qui sert de lien entre les différents bâtiments compris à l'intérieur du projet commercial intégré. ».

4. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. 1441-15 AMENDING ZONING BY-LAW NO. 1441 REGARDING SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO ZONES M-801, M-802 AND M-803**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>ADOPTION OF THE DRAFT BY-LAW:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>ADOPTION OF THE BY-LAW:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>COMING INTO FORCE:</b>	<b>....., 2024</b>

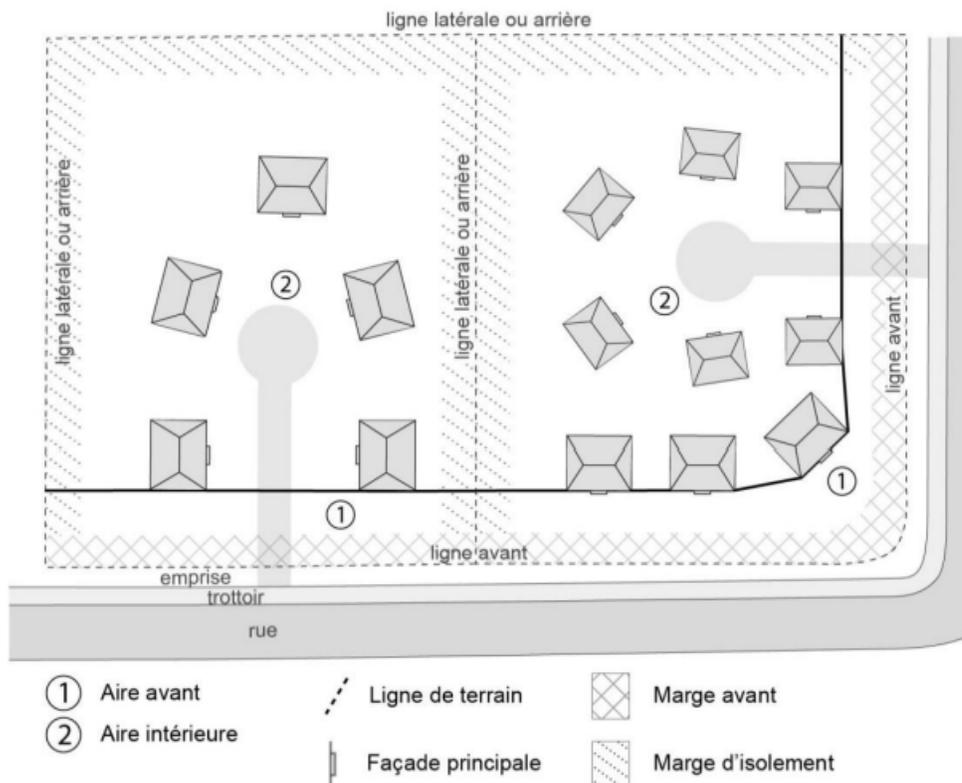
**WHEREAS** notice of motion was given on February 20, 2024, that the draft By-law was filed at the same meeting.

**ON APRIL 16, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Sections 546 and 547 of Zoning By-law No. 1441 are replaced by the following sections:

“546. When shown on the zoning specification grid, an integrated commercial project may be constructed in these zones.

For the purposes of Division IV, an integrated commercial project shall consist of a group of several buildings, with one or more uses, located on a single property in accordance with an overall plan forming an architectural whole and the planning, management and development of which are all part of a single initiative. An integrated commercial project may be carried out in phases and is designed to encourage the sharing of certain outdoor spaces, services and equipment, such as laneways, parking, recreation areas and green spaces. The following illustration shows the type of placement applicable to such a project.



For the purposes of this illustration, the front and court areas correspond to the front and back yards hereunder. The front, side and rear setbacks applicable to the property are those shown in the zoning specification grid.

547. A building and part of the land of an integrated commercial project may be excluded, sold or otherwise transferred provided all urban planning by-laws (zoning, construction, subdivision, etc.) and all Technical Services requirements (infrastructure, traffic, residual materials management, etc.) are complied with for both the excluded, sold or transferred land and building and the remaining part of the integrated commercial project.

547.1 An integrated commercial project may be carried out in phases. In such cases, compliance of the integrated commercial project with the applicable standards shall be for the project as a whole and not per development phase, so that the land of the integrated commercial project complies with the standards for the minimum land dimensions and surface area specified in the subdivision by-law and those contained in the zoning specification grid. These standards apply to the entire property on which the buildings of the integrated commercial project was constructed and not to each lot, while complying with the other standards, whenever appropriate.

All phases of the integrated commercial project shall be completed in the four years following the issuing of the construction permit. Compliance of the integrated commercial project with the placement standards imposed by the by-laws shall be determined by the Town upon expiry of the period based on the overall plan for the integrated commercial project previously approved by the Town.”.

2. Sections 550 and 551 of this By-law are replaced by the following sections:

“550. Any driveway inside an integrated commercial project shall be at least six metres (6 m) wide. In addition, each driveway shall have a minimum free height of five metres (5 m). The maximum authorized slope for such driveways shall be 1:12.5, When necessary, the minimum radius of curvature shall be twelve metres (12 m). All driveways that do not lead to a public street shall end in a parking area or a turning circle with a minimum diameter of 9 metres and a maximum slope of 7%.

Public streets are not authorized within an integrated commercial project.

551. The number of parking spaces in the integrated commercial project shall be calculated for all the planned uses and not for each of the uses. Any parking area included as part of an integrated commercial project shall be subject to compliance with the provisions regarding off-street parking contained herein.

551.1 The minimum distance between each access to the property shall be thirty metres (30 m). Beyond the accesses to the property authorized hereunder, any new access to the property, up to a total of four (4) accesses per public street when the lot measures at least three hundred and fifty metres (350 m) in frontage, shall be subject to the approval of the Town following the submission of a traffic study that includes all simulations and a traffic plan for inside and outside the integrated commercial project.

The width of the driveway ramps shall comply with the applicable provisions hereof. Each building and property located in the integrated commercial project approved by the Town shall be accessible via a driveway or private street located inside the project. For the purposes of this section, the calculation of the minimum distance and of the number of accesses to the property per integrated commercial project shall not be changed by the exclusion, sale or transfer of any building or part of property included in the integrated commercial project.

551.2 Any property included in an integrated commercial project shall be subject to the following conditions:

- a) The property shall be contiguous with a public street;
- b) Within the integrated commercial project may be created lots whose dimensions and surface areas are less than the standards applicable under the Subdivision By-law and those in the zoning specification grids;
- c) Any lot on which construction will occur or a building is located shall, at the very least, be accessible from a private street or driveway located in the integrated commercial project;
- d) Having more than one building and one main use shall be authorized on a given lot.

551.3. The placement of buildings in an integrated commercial project shall comply with the following provisions:

- a) The placement of any main building in relation to the boundaries of the property forming the site of integrated commercial project shall comply with the minimal setbacks applicable to the zone concerned;
- b) The distance between the buildings and the lot lines inside the integrated project is not regulated;
- c) A building may not be located more than 45 metres from a public street, private street or laneway;
- d) The minimum distance allowed between buildings is 5 metres;
- e) The floor area ratio shown on the zoning specification grid for the zone concerned shall be calculated using the entire floor area of all the buildings in the integrated commercial project;
- f) The integrated commercial project shall include an amenity area with a minimum surface area set at 5% of the surface area of the property forming the project. The amenity area may be broken up into various locations on the property forming the integrated project.”.

3. Section 555 of this By-law is replaced by the following section:

“555. Each integrated commercial project shall include a designed or developed public place accessible to customers and passers-by. The buildings shall be configured around this public place, which acts as a link among the various buildings comprised in the integrated commercial project.”

4. This By-law enters into force according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**RÈGLEMENT N° 1441-16 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° 1441 EN CE QUI A TRAIT À L’AFFICHAGE POUR LE COMPLEXE MULTIFONCTIONNEL DANS LES ZONES M-801, M-802, M-803**

<b>SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D’ADOPTION</b>	
<b>AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :</b>	<b>20 FÉVRIER 2024</b>
<b>ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT :</b>	<b>20 FÉVRIER 2024</b>
<b>ADOPTION DU RÈGLEMENT :</b>	<b>16 AVRIL 2024</b>
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR :</b>	<b>..... 2024</b>

**ATTENDU QU’**avis de motion a été donné le 20 février 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE 16 AVRIL 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. L’article 12 du Règlement de zonage n° 1441 est modifié par l’ajout des définitions suivantes:  
  
« « enseigne d’identification en hauteur » : Enseigne d’identification située sur les murs d’un bâtiment, à plus de 25 m de hauteur.  
  
« écran numérique » : Partie d’une enseigne composée d’un dispositif électronique qui permet de visualiser sur sa surface différents types de médias comme des vidéos, des images ou des textes.
2. L’article 389 de ce Règlement est modifié :
  - 1° par le remplacement, dans le sous-paragraphe 1° du paragraphe 7°, des mots « les zones M-801, M-802 et » par les suivants : « la zone »;
  - 2° par l’abrogation des mots « et M-801 » dans le sous-paragraphe 2° du paragraphe 7°.
3. L’article 415 de ce Règlement est modifié :
  - 1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, des mots « les zones M-801, M-802 et » par les suivants : « la zone »;
  - 2° par l’abrogation des mots « et M-801 » dans le paragraphe 2°.
4. Ce règlement est modifié par l’insertion, après l’article 492, de la section suivante :

**« CHAPITRE XV**

**L’AFFICHAGE**

**SECTION X**

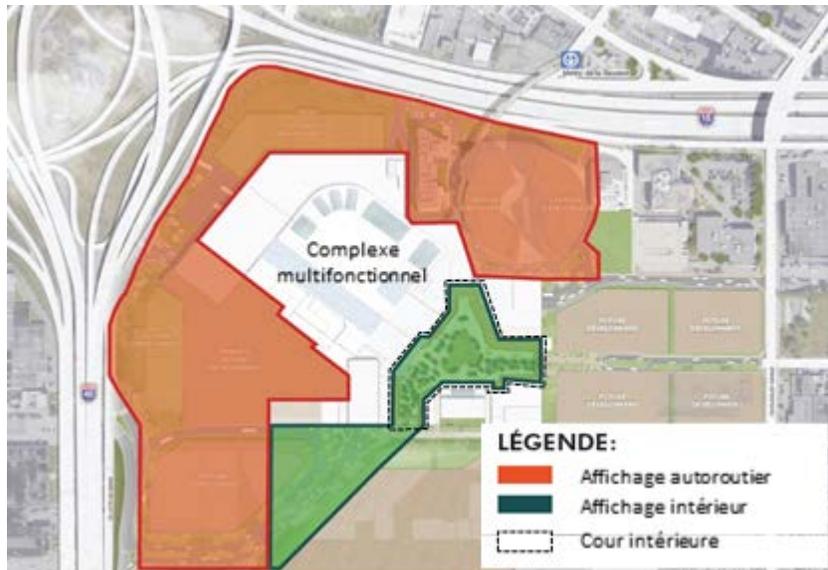
**COMPLEXE MULTIFONCTIONNEL DANS LES ZONES M-801, M-802 ET M-803**

Généralités

492.1 Les enseignes du complexe multifonctionnel situé dans les zones M-801, M-802 et M-803 doivent respecter les dispositions de la présente section.

En cas de conflit entre les dispositions de la présente section et toute autre disposition du présent règlement, les dispositions de la présente section ont préséance.

Les enseignes sont également assujetties au respect du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale en vigueur, à l'exception des enseignes installées dans les aires « Affichage intérieur » et « Cour intérieure » telle qu'illustrée à la figure ci-dessous et qui ne sont pas visibles du domaine public.



Lorsqu'un article de la présente section fait référence aux termes « Affichage autoroutier », « Affichage intérieur » ou « Cour intérieure », il s'agit des espaces illustrés à la figure ci-haut.

Message d'une enseigne

492.2 À l'exception des écrans numériques autorisés dans les aires « Affichage intérieur » et « Cour intérieure » et non visibles du domaine public, le message d'une enseigne peut comporter uniquement :

- 1° le nom du bâtiment ou d'un établissement;
- 2° le logo du bâtiment ou d'un établissement.

Pour les enseignes situées dans l'aire « Affichage autoroutier », le contenu doit être fixe.

Enseigne d'identification

492.3 La présente sous-section s'applique à toute enseigne d'identification, à l'exception des enseignes d'identification en hauteur :

- 1° elles sont permises uniquement sur les murs d'un bâtiment ou sur une marquise;
- 2° elles doivent être situées dans la partie supérieure des murs du bâtiment;
- 3° elles peuvent faire face à une rue publique ou à la cour intérieure;
- 4° elles doivent être composées de lettres détachées microperforées et rétroéclairées.

Nombre

492.4 Trois (3) enseignes d'identification maximum sont autorisées sur le complexe multifonctionnel, dont une (1) sur une façade faisant face à une autoroute et deux (2) donnant sur la cour intérieure.

Pour tout nouveau bâtiment isolé et distinct du complexe multifonctionnel, une (1) enseigne d'identification est permise sur la façade principale.

Superficie	<p>492.5 La superficie maximale d'une enseigne d'identification est de :</p> <p>1° quatre-vingt-six mètres carrés (86 m<sup>2</sup>) sur une façade parallèle à une autoroute;</p> <p>2° sept mètres carrés (7 m<sup>2</sup>) pour une enseigne située sur une marquise faisant face à la cour intérieure;</p> <p>3° deux virgule cinq mètres carrés (2,5 m<sup>2</sup>) sur une façade faisant face à la cour intérieure.</p>
Enseigne d'identification en hauteur	<p>492.6 Toute enseigne d'identification en hauteur est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <p>1° elle est autorisée uniquement sur une façade parallèle à une autoroute;</p> <p>2° elle doit être installée sur les murs d'un bâtiment à une hauteur supérieure à vingt-cinq mètres (25 m);</p> <p>3° elle doit être posée à plat sur le mur du bâtiment et être formée de lettres ou de symboles détachés.</p> <p>4° elle doit être installée aux étages du couronnement du bâtiment ou aux deux derniers étages;</p> <p>5° lorsque plus d'une (1) enseigne d'identification en hauteur sont installées sur un bâtiment, elles doivent être localisées sur la même façade.</p>
Nombre	<p>492.7 Deux (2) enseignes d'identification en hauteur maximum sont autorisées par bâtiment.</p>
Superficie	<p>492.8 La superficie maximale autorisée d'une enseigne d'identification en hauteur est déterminée par la formule suivante :</p> $E = 0,11 \text{ m}^2 \times H$ <p>Dans cette formule :</p> <p>1° E correspond à la superficie maximale d'une enseigne autorisée;</p> <p>2° H correspond à la hauteur à laquelle l'enseigne est installée exprimée en multiple de 1 m. La hauteur correspond à la distance entre le niveau du sol et le bas de l'enseigne.</p> <p>Lorsque la hauteur à laquelle l'enseigne est installée correspond à un nombre fractionnaire, cette hauteur est arrondie au nombre entier supérieur.</p>

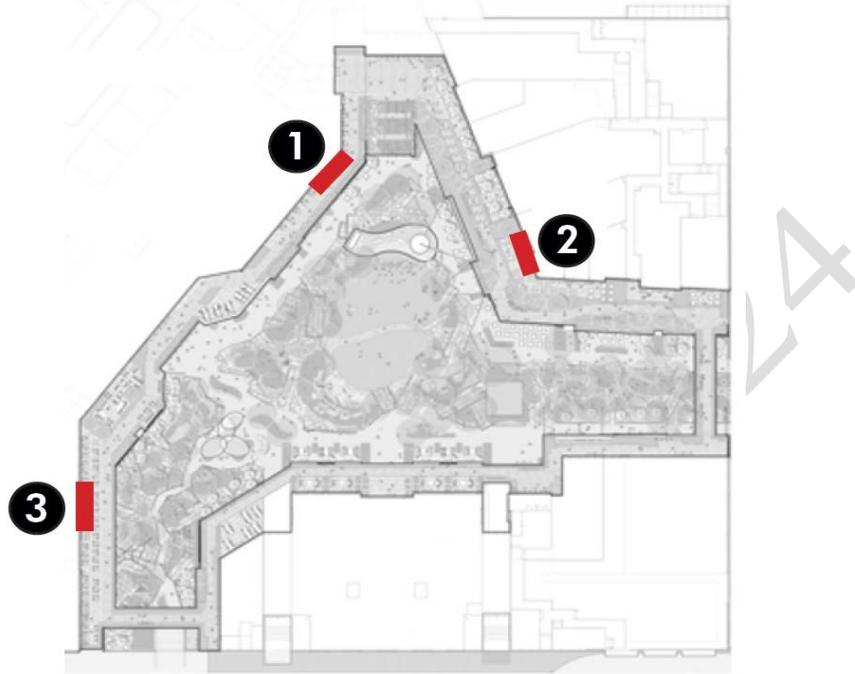
Enseigne autonome	<p>492.9 La présente sous-section s'applique à toute enseigne autonome située dans l'aire « Affichage autoroutier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° les deux faces doivent être dos à dos et parallèle l'une à l'autre;</li> <li>2° elle doit être implantée de façon à ce que ses faces soient perpendiculaires à la ligne de rue adjacente;</li> <li>3° elle doit être située à une distance minimale d'un mètre (1 m) de toute ligne de terrain;</li> <li>4° elle doit être sur un socle. Elle ne peut, en aucun cas, être installée autrement à partir du sol;</li> <li>5° la base de l'enseigne doit être installée en permanence et ne pas être amovible;</li> <li>6° le contenu doit être fixe;</li> <li>7° aucun écran numérique n'est autorisé.</li> </ul>
Nombre	492.10 Deux (2) enseignes autonomes maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.
Superficie	492.11 La superficie maximale pour toute enseigne autonome est de trente-cinq mètres carrés (35 m <sup>2</sup> ) par face.
Hauteur	492.12 La hauteur d'une enseigne autonome ne doit pas être supérieure à neuf virgule cinq mètres carrés (9,5 m).
Enseigne autonome thématique	<p>492.13 Toute enseigne autonome thématique est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° les deux faces doivent être dos à dos et parallèle l'une à l'autre;</li> <li>2° elle doit être implantée de façon à ce que ses faces soient perpendiculaires à l'allée d'accès adjacente;</li> <li>3° elle doit être située à une distance minimale d'un mètre (1 m) de l'allée d'accès;</li> <li>4° elle doit être sur un socle. Elle ne peut, en aucun cas, être installée autrement à partir du sol;</li> <li>5° la base de l'enseigne doit être installée en permanence et ne pas être amovible;</li> <li>6° elle doit être implantée le long de l'allée d'accès menant au stationnement souterrain à partir du chemin de la Côte-de-Liesse;</li> <li>7° elle ne doit pas être visible à partir du domaine public;</li> <li>8° elle peut contenir un écran numérique.</li> </ul>
Nombre	492.14 Sept (7) enseignes autonomes thématiques maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.
Superficie	492.15 La superficie maximale pour toute enseigne autonomes thématiques est de deux mètres carrés (2 m <sup>2</sup> ).

Enseigne autonome directionnelle	<p>492.16 Toute enseigne autonome directionnelle est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° les deux faces doivent être dos à dos et parallèle l'une à l'autre;</li> <li>2° elle doit être implantée dans la cour intérieure à proximité des entrées ou au commencement de l'accès à la propriété sur Royalmount à plus de deux mètres (2 m) de la bordure de la chaussée ou du trottoir de la rue;</li> <li>3° elle doit être sur un socle. Elle ne peut, en aucun cas, être installée autrement à partir du sol;</li> <li>4° la base de l'enseigne doit être installée en permanence et ne pas être amovible;</li> <li>5° Elle ne peut contenir un écran numérique, à moins d'être implantée dans la cour intérieure et d'être non visible du domaine public.</li> </ol>
Nombre	<p>492.17 Sept (7) enseignes directionnelles maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.</p>
Superficie	<p>492.18 La superficie maximale pour toute enseigne directionnelle est de deux virgule cinq mètres carrés (2,5 m<sup>2</sup>).</p>
Enseigne appliquée collective	<p>492.19 Toute enseigne appliquée collective est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° elle peut être installée uniquement sur une façade qui donne directement sur une autoroute;</li> <li>2° elle doit être installée aux étages du couronnement du bâtiment;</li> <li>3° elle doit être fixée solidement à la façade;</li> <li>4° elle peut faire saillie de maximum quarante-cinq centimètres (45 cm);</li> <li>5° un même locataire peut disposer d'un maximum de deux (2) espaces sur ladite enseigne collective;</li> <li>6° le contenu doit être fixe;</li> </ol> <p>Aucun écran numérique n'est autorisé.</p>
Nombre	<p>492.20 Deux (2) enseignes appliquées collectives maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel, dont une (1) enseigne maximum par autoroute.</p>
Superficie	<p>492.21 La superficie maximale pour toute enseigne appliquée collective est de soixante mètres carrés (60 m<sup>2</sup>).</p>

Enseigne appliquée directionnelle	<p>492.22 Toute enseigne appliquée directionnelle menant à un stationnement souterrain est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° elle doit être posée à plat sur le cadrage de l'entrée menant au stationnement souterrain;</li> <li>2° elle doit être formée de lettres ou de symboles détachés rétroéclairés d'une hauteur maximum de trente centimètres (30 cm) pour le lettrage et de soixante centimètres (60 cm) pour le symbole;</li> <li>3° elle doit être localisée directement au-dessus de l'entrée à une aire de stationnement intérieure.</li> </ol>
Nombre	<p>492.23 Une (1) enseigne appliquée directionnelle maximum par entrée est autorisée, jusqu'à un maximum de trois (3) enseignes appliquées directionnelles pour l'ensemble du complexe multifonctionnel. Lorsqu'il y a présence de lettres et d'un symbole, ces éléments forment une seule enseigne.</p>
Superficie	<p>492.24 La superficie maximale pour toute enseigne directionnelle est de deux virgule soixante-quinze mètres carrés (2,75 m<sup>2</sup>).</p>
Écran numérique appliqué	<p>492.25 Tout écran numérique appliqué est assujetti au respect des dispositions de la présente sous-section :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° il est permis uniquement dans la cour intérieure et ne doit pas être visible du domaine public;</li> <li>2° il doit être localisé aux endroits illustrés à la figure de l'article 492.27;</li> <li>3° il doit être fixé solidement à la façade;</li> <li>4° il peut faire saillie de maximum quarante-cinq centimètres (45 cm).</li> </ol>
Nombre	<p>492.26 Trois (3) écrans numériques appliqués maximum sont autorisées pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.</p>

- Superficie 492.27 La superficie maximale est de :
- 1° Soixante mètres carrés (60 m<sup>2</sup>) pour les écrans numériques appliqués 1 et 2;
  - 2° Cent-vingt-huit mètres carrés (128 m<sup>2</sup>) pour l'écran numérique appliqué 3.

Les numéros d'écrans numériques appliqués identifiés aux paragraphes précédents sont illustrés à la figure ci-dessous.



Enseigne sur vitrage 492.28 Toute enseigne sur vitrage doit être apposée sur une surface vitrée (porte, fenêtre, vitrine) ou fixée par une plaque transparente et suspendue à partir du cadre intérieur d'une surface vitrée.

Nombre 492.29 Une (1) enseigne sur vitrage maximum est autorisée par établissement.  
Dans le cas d'un établissement de coin, une enseigne supplémentaire est permise.

Superficie 492.30 La superficie maximale pour toute enseigne sur vitrage est de 5 % de la superficie de l'ensemble des vitrines de l'établissement.

Enseigne appliquée 492.31 Toute enseigne appliquée est assujettie au respect des dispositions de la présente sous-section :

- 1° la façade de l'enseigne doit être parallèle au mur du bâtiment sur lequel elle est installée;
- 2° l'enseigne peut faire saillie de maximum quarante-cinq centimètres (45 cm);
- 3° l'enseigne ne peut dépasser les limites latérales des lieux occupés par l'établissement;
- 4° l'enseigne doit faire face à la cour intérieure.

492.32 Une (1) enseigne appliquée est autorisée pour l'ensemble du complexe multifonctionnel.

492.33 La superficie maximale pour toute enseigne appliquée est de trente mètres carrés (30 m<sup>2</sup>). ».

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

Projet du 16-04-2024

**BY-LAW NO. 1441-16 AMENDING ZONING BY-LAW NO. 1441 WITH RESPECT TO SIGNAGE FOR THE MULTIFUNCTIONAL COMPLEX IN ZONES M-801, M-802 AND M-803**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>ADOPTION OF THE DRAFT BY-LAW:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>ADOPTION OF THE BY-LAW:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>COMING INTO FORCE:</b>	<b>....., 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion was given on February 20, 2024, that the draft By-law was filed at the same meeting.

**ON APRIL 16, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Section 12 of Zoning By-law No. 1441 is amended by adding the following definitions:

"elevated identification sign": An identification sign located on the walls of a building at a height greater than 25 m.

"digital screen": Part of a sign comprised of an electronic device that can display on its surface various types of media such as videos, images and texts.

2. Section 389 of this By-law is amended:
  - 1) by replacing, in paragraph 1) of subsection 7) the words "zones M-801, M-802 and" by the following "zone";
  - 2) by removing the words "and M-801" from paragraph 2) of subsection 7).

3. Section 415 of this By-law is amended:
  - 1) by replacing, in subsection 1), the words "zones M-801, M-802 and" by the following: "zone";
  - 2) by removing the words "and M-801" from subsection 2).

4. This By-law is amended by inserting, after section 492, the following division:

**"CHAPTER XV**

**SIGNAGE**

**DIVISION X**

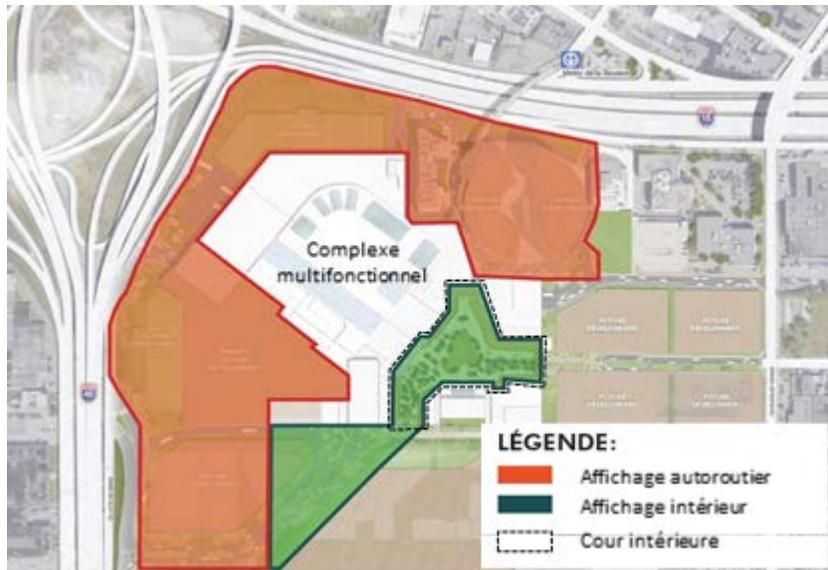
**MULTIFUNCTIONAL COMPLEX IN ZONES M-801, M-802 AND M-803**

General

492.1 The signs of the multifunctional complex located in zones M-801, M-802 and M-803 shall comply with the provisions of this division.

In the event of a discrepancy between the provisions of this division and any other provision of this by-law, the provisions of this section shall take precedence.

The signs are also subject to compliance with the current By-law Regarding Site Planning and Architectural Integration, except for signs which are installed in the “Interior signage” and “Enclosed yard” areas as shown in the following figure and are not visible from the public domain.



When a section of this division refers to the terms “Highway signage”, “Interior signage” or “Enclosed yard”, it is the spaces shown in the above figure which are being referred to.

Sign message

492.2 Except for digital screens authorized in the “Interior signage” and “Enclosed yard” areas and not visible from the public domain, the message of a sign may include only:

- 1° the name of the building or an establishment;
- 2° the logo of the building or an establishment.

The content of signs located in the “Highway signage” area shall be invariable.

Identification sign

492.3 This subdivision applies to all identification signs except elevated identification signs:

- 1° they are allowed only on the walls of a building or on a canopy;
- 2° they shall be located in the upper part of building walls;
- 3° they may face a public street or the enclosed yard;
- 4° they shall consist of backlit, microperforated print letters.

Number

492.4 A maximum of three (3) identification signs are authorized on the multifunctional complex, including one (1) on a façade facing a highway and two (2) facing the enclosed yard.

One (1) identification sign is permitted on the main façade of any new building that stands alone and is separate from the multifunctional complex.

Surface area	492.5	The maximum surface area of an identification sign shall be: <ul style="list-style-type: none"> <li>1° eighty-six square metres (86 m<sup>2</sup>) on a façade parallel to a highway;</li> <li>2° seven square metres (7 m<sup>2</sup>) for a sign located on a canopy facing the enclosed yard;</li> <li>3° two point five square metres (2.5 m<sup>2</sup>) on a façade facing the enclosed yard.</li> </ul>
Elevated identification sign	492.6	All elevated identification signs are subject to the provisions of this subdivision: <ul style="list-style-type: none"> <li>1° they are authorized only on a façade parallel to a highway;</li> <li>2° they shall be mounted on the walls of a building at a height greater than twenty-five metres (25 m);</li> <li>3° they shall be mounted so as to lie flat against the building wall and shall consist of print letters and symbols.</li> <li>4° they shall be installed on the crown of the building or on the two uppermost floors;</li> <li>5° when more than (1) elevated identification sign is installed on a building, both signs shall be located on the same façade.</li> </ul>
Number	492.7	A maximum of two (2) elevated identification signs is authorized per building.
Surface area	492.8	The authorized maximum surface area of an elevated identification sign shall be determined using the following formula: $S = 0,11 \text{ m}^2 \times H$ <p>where:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) S is the authorized maximum surface area of a sign;</li> <li>2) H is the height at which the sign is installed expressed as a multiple of 1 m. The height is the distance between ground level and the bottom of the sign.</li> </ul> <p>Should the height at which the sign is installed not be a whole number, the height shall be rounded up to the next whole number.</p>
Free-standing sign	492.9	This subdivision applies to any free-standing sign located in the "Highway signage" area: <ul style="list-style-type: none"> <li>1° both faces shall be back to back and parallel to each other;</li> <li>2° the sign shall be placed so that its faces are perpendicular to the adjacent street line;</li> <li>3° the sign shall be located at least one metre (1 m) from any property line.</li> <li>4° the sign shall be mounted on a base. Under no circumstances may it be installed otherwise on the ground;</li> <li>5° the base of the sign shall be permanently installed and not movable;</li> <li>6° the content of the sign shall be invariable;</li> <li>7° digital screens are not authorized.</li> </ul>

Number	492.10 A maximum of two (2) free-standing signs are authorized for the entire multifunctional complex.
Surface area	492.11 The maximum surface area of a free-standing sign shall be thirty-five square metres (35 m <sup>2</sup> ) per face.
Height	492.12 The height of a free-standing sign shall not exceed nine point five metres (9.5 m).
Free-standing thematic sign	<p>492.13 All free-standing thematic signs are subject to the provisions of this subdivision:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° both faces shall be back to back and parallel to each other;</li> <li>2° the sign shall be placed so that its faces are perpendicular to the adjacent street line;</li> <li>3° the sign shall be located at least one metre (1 m) from the driveway;</li> <li>4° the sign shall be mounted on a base. Under no circumstances may it be installed otherwise on the ground;</li> <li>5° the base of the sign shall be permanently installed and not moveable;</li> <li>6° the sign shall be placed alongside the driveway leading to the underground parking facility from Côte-de-Liesse Road;</li> <li>7° the sign shall not be visible from the public domain;</li> <li>8° the sign may include a digital screen.</li> </ul>
Number	492.14 A maximum of seven (7) free-standing thematic signs is authorized for the entire multifunctional complex.
Surface area	492.15 The maximum surface area of any free-standing thematic sign is two square metres (2 m <sup>2</sup> ).
Free-standing directional sign	<p>492.16 All free-standing directional signs are subject to the provisions of this subdivision:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° both faces shall be back to back and parallel to each other;</li> <li>2° the sign shall be placed in the enclosed yard near the entrances or at the beginning of the access to the property on Royalmount more than two metres (2 m) from the curb or sidewalk;</li> <li>3° the sign shall be mounted on a base. Under no circumstances may it be installed otherwise on the ground;</li> <li>4° the base of the sign shall be permanently installed and not movable;</li> <li>5° it may not contain a digital screen, unless it is located in the interior courtyard and is not visible from the public domain.</li> </ul>

Number	492.17 A maximum of seven (7) directional signs is authorized for the entire multifunctional complex.
Surface area	492.18 The maximum surface area of any directional sign is two point five square meters (2.5 m <sup>2</sup> ).
Collective wall-mounted sign	<p>492.19 All collective wall-mounted signs are subject to the provisions of this subdivision:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° the sign may be installed only on a façade directly facing a highway;</li> <li>2° the sign shall be installed on the crown of the building;</li> <li>3° the sign shall be solidly attached to the façade;</li> <li>4° the sign may protrude no more than forty-five centimetres (45 cm);</li> <li>5° a given tenant may have no more than two (2) spaces on the aforementioned collective sign;</li> <li>6° the content shall be invariable.</li> </ul> <p>Digital screens are not authorized.</p>
Number	492.20 A maximum of two (2) collective wall-mounted signs is authorized for the entire multifunctional complex, including a maximum of one (1) sign per highway.
Surface area	492.21 The maximum surface area for any collective wall-mounted sign is sixty square metres (60 m <sup>2</sup> ).
Wall-mounted directional sign	<p>492.22 All wall-mounted directional signs leading to an underground parking facility are subject to the provisions of this subdivision:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° the sign shall be mounted flat against the wall above the entrance to the underground parking facility;</li> <li>2° the sign shall consist of backlit print letters and symbols no taller than thirty centimetres (30 cm) for letters and sixty centimetres (60 cm) for symbols;</li> <li>3° the sign shall be located directly above the entrance to an indoor parking facility.</li> </ul>
Number	492.23 A maximum of one (1) wall-mounted directional sign per entrance is authorized, up to a maximum of three (3) wall-mounted directional signs for the entire multifunctional complex. When letters and a symbol are present, these elements shall constitute a single sign.
Surface area	492.24 The maximum surface area for any directional sign is two point seventy-five square metres (2.75 m <sup>2</sup> ).

Wall-mounted digital screen

492.25 All wall-mounted digital screens are subject to the provisions of this subdivision:

- 1° the screen is allowed only in the enclosed yard and may not be visible from the public domain;
- 2° the screen is located in the locations shown in figure in section 492.27;
- 3° the screen is solidly attached to the façade;
- 4° the screen may protrude no more than forty-five centimetres (45 cm).

Number

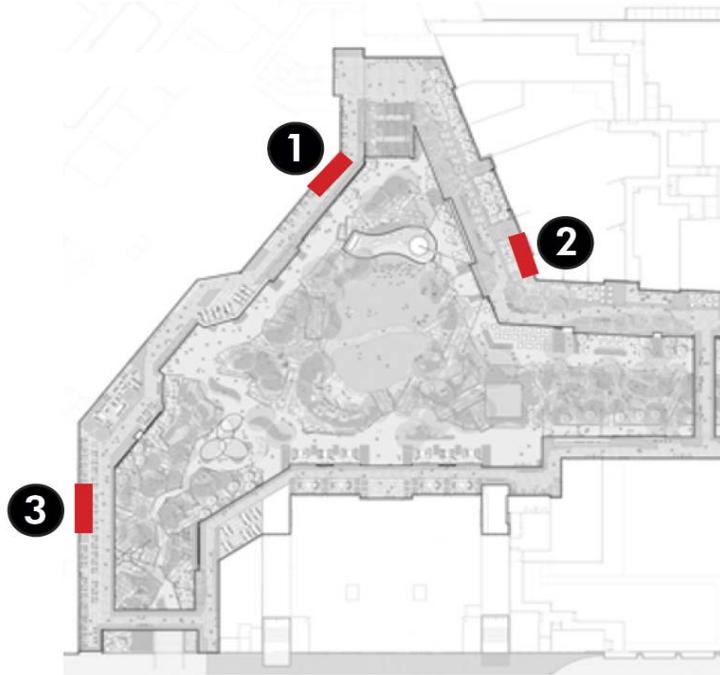
492.26 A maximum of three (3) wall-mounted digital screens are authorized for the entire multifunctional complex.

Surface area

492.27 The maximum surface area is:

- 1° Sixty square metres (60 m<sup>2</sup>) for wall-mounted digital screens 1 and 2;
- 2° One hundred twenty-eight square metres (128 m<sup>2</sup>) for wall-mounted digital screen 3.

The locations of the wall-mounted digital screens referred to in the preceding subsections are shown in the figure below.



Window sign

492.28 All window signs shall be affixed to a glass surface (door, window, display window) or to a transparent panel and hung from the inside frame of a glass surface.

Number

492.29 A maximum of one window sign is authorized per establishment.

For corner establishments, an additional sign is allowed.

Surface area

492.30 The maximum surface area for a window sign is 5% of the surface area of all the windows of the establishment.

Applied  
signage

492.31 All applied signs are subject to compliance with the provisions of this sub-section:

- 1° the façade of the sign must be parallel to the wall of the building on which it is installed;
- 2° the sign may project a maximum of forty-five centimeters (45 cm);
- 3° the sign may not project beyond the lateral limits of the premises occupied by the establishment;
- 4° the sign must face the interior courtyard.

492.32 One (1) applied sign is authorized for the entire multifunctional complex.

492.33 The maximum surface area for any sign is thirty square meters (30 m<sup>2</sup>).".

5. This By-law enters into force according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

Projet du 16-04-2024

**RÈGLEMENT N° 1441-14 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° 1441 EN CE QUI A TRAIT AUX MARGES, AU COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL ET AU COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL DANS LA ZONE C-211**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	20 FÉVRIER 2024
PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT :	20 FÉVRIER 2024
SECOND PROJET DE RÈGLEMENT :	19 MARS 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	16 AVRIL 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion a été donné le 20 février 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE 16 AVRIL 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. La grille de spécifications pour la zone C-211 du Règlement de zonage n° 1441 est modifiée :
  - 1° par l'ajout, sous « IMPLANTATION DES BÂTIMENTS », vis-à-vis « • AVANT MINIMUM (mètres) », de la note suivante : « (1) La marge de recul avant minimum est de 10 mètres du côté du chemin Rockland et de 7,5 mètres du côté de l'avenue Brittany. »;
  - 2° par le remplacement, sous « IMPLANTATION DES BÂTIMENTS », vis-à-vis « • LATÉRALES TOTALES MINIMUM (mètres) », du nombre « 20 » par le nombre « 10 »;
  - 3° par le remplacement, sous « RAPORT », vis-à-vis « • COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL (C.E.S.) – MINIMUM/MAXIMUM », des nombres « 0,20 / 0,35 » par le nombre « 0,1 / 0,35 »;
  - 4° par le remplacement, sous « RAPORT », vis-à-vis « • COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.) – MINIMUM/MAXIMUM », des nombres « 0,20 / 0,70 » par le nombre « 0,1 / 0,70 ».
2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. 1441-14 TO AMEND ZONING BY-LAW NO. 1441 WITH RESPECT TO SETBACKS, THE COVERAGE RATIO AND THE FLOOR AREA RATIO IN ZONE C-211**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>FIRST DRAFT BY-LAW:</b>	<b>FEBRUARY 20, 2024</b>
<b>SECOND DRAFT BY-LAW:</b>	<b>MARCH 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>....., 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion was given on February 20, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON APRIL 16, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Specifications grid of the zone C-211 of Zoning By-law No. 1441 shall be amended:
  - (1) by adding, under “IMPLANTATION DES BÂTIMENTS”, opposite « • AVANT MINIMUM (mètres) », the following note: “(1) The minimum front setback is 10 metres on the Rockland Road side and 7.5 metres on the Brittany Avenue side.”;
  - (2) by replacing, under “IMPLANTATION DES BÂTIMENTS”, opposite “• LATÉRALES TOTALES MINIMUM (mètres)”, the number “20” by the number “10”;
  - (3) by replacing, under “RAPPORT”, opposite “• COEFFICIENT D’EMPRISE AU SOL (C.E.S.) – MINIMUM/MAXIMUM”, the numbers “0,20 / 0,35” by the numbers “0,1 / 0,35”;
  - (4) by replacing, under « RAPPORT », opposite « • COEFFICIENT D’OCCUPATION DU SOL (C.O.S.) – MINIMUM/MAXIMUM », the numbers « 0,20 / 0,70 » by the numbers « 0,1 / 0,70 ».
  
2. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**RÈGLEMENT N° 1358-6 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 1358 CONCERNANT LA COLLECTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES SECONDAIRES RÉCUPÉRABLES, LA COLLECTE DE RÉSIDUS DE JARDIN, LA COLLECTE DE RÉSIDUS ALIMENTAIRES ET LA COLLECTE DES DÉCHETS EN CE QUI À TRAIT AUX CHAMBRES À DÉCHETS RÉFRIGÉRÉES**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 MARS 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	16 AVRIL 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion a été donné le 19 mars 2024 que le projet de règlement a été déposé à la même séance.

**LE 16 AVRIL 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le Règlement n° 1358 concernant la collecte sélective des matières secondaires récupérables, la collecte de résidus de jardin, la collecte de résidus alimentaires et la collecte des déchets est modifié par l'ajout, après l'article 66, de l'article suivant :

« Chambre à déchets réfrigérée commune

66.1 Malgré l'article 66, de tels établissements, compris au sein d'un projet commercial intégré et dont la superficie est inférieure à cent cinquante mètres carrés (150 m<sup>2</sup>), peuvent entreposées leurs matières résiduelles dans une chambre à déchet réfrigérée commune. Toute chambre à déchets réfrigérée commune doit être conçue conformément à ce qui est prévu aux paragraphes 1° à 5° et 7° à 10° de l'article 68 et maintenues constamment à une température variant de 2° C à 7° C.».

2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW No. 1358-6 TO AMEND BY-LAW No. 1358 CONCERNING THE SELECTIVE COLLECTION OF RECOVERABLE SECONDARY MATERIALS, THE YARD TRIMMINGS COLLECTION, THE FOOD WASTE COLLECTION AND THE REFUSE COLLECTION WITH RESPECT TO REFRIGERATED REFUSE ROOM**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>MARCH 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>....., 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion was given on March 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**ON APRIL 16, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. By-law No. 1358 concerning the selective collection of recoverable secondary materials, the yard trimmings collection, the food waste collection and the refuse collection shall be amended by adding, after section 66, the following section:

“Shared refrigerated refuse room

66.1 Notwithstanding section 66, such establishments, included within an integrated commercial project and having a surface area of less than one hundred and fifty square meters (150 m<sup>2</sup>), may store their residual materials in a common refrigerated refuse room. All common refrigerated refuse room must be designed in accordance with paragraphs 1 to 5 and 7 to 10 of article 68 and maintained at a constant temperature ranging from 2°C to 7°C.”.

2. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

## RÈGLEMENT N<sup>o</sup> 1472 SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	16 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	..... 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	..... 2024

**ATTENDU QUE** les pouvoirs de la Ville aux termes des articles 411 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et 62 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1);

**ATTENDU** les articles 72 à 87 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1);

**ATTENDU** sous-paragraphe a) du paragraphe 8<sup>o</sup> de l'article 19 et l'article 54 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001

### LE ..... 2024 LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le présent règlement s'applique au territoire de la Ville de Mont-Royal.
  
2. Ce règlement a pour objets :
  - a) de définir et d'encadrer l'intervention des officiers, patrouilleurs et sergents du Service de la Sécurité publique lequel constitue un service municipal;
  
  - b) d'offrir aux résidents une prestation complémentaire aux éléments de sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants qui sont de compétence d'agglomération.
  
3. Les officiers, patrouilleurs et sergents doivent, dans le cadre de leurs fonctions, veiller aux inspections et à l'application des règlements suivants :
  - a) **1358** – concernant la collecte sélective des matières recyclables, la collecte de résidus verts, la collecte de résidus alimentaires et la collecte des ordures ménagères
  - b) **1407** – régissant la marche au ralenti
  - c) **1421** – régissant les permis de tournage
  - d) **1468** – relatif à l'occupation du domaine public
  - e) **1384** – sur la circulation et le stationnement
  - f) **1323** – sur la distribution de circulaires
  - g) **1340** – sur la protection des chats et des chiens
  - h) **1380** – sur la salubrité, la sécurité, la paix et l'ordre
  - i) **1419** – sur l'aqueduc
  - j) **1432** – sur le déneigement
  - k) **1436** – sur l'utilisation des pesticides
  - l) **P-38.002, r.1** – Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

4. Les officiers, patrouilleurs et sergents peuvent, dans le cadre de leurs fonctions, procéder aux inspections reliées à l'application des règlements suivants :
  - a) **1383** – sur les permis d'exercice de certaines activités commerciales
  - b) **1433** – visant à lutter contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Mont-Royal
  - c) **1435** – régissant la démolition des immeubles
  - d) **1441** – de zonage
  - e) **1443** – de construction
  - f) **1444** – sur les permis et certificats
  - g) **1447** – sur les commerces de prêt sur gages et articles d'occasion
  - h) **1456** – concernant les appareils de chauffage, de cuisson d'aliments et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide
  - i) **1467** – relatif à l'entretien et à l'occupation des bâtiments.
  
5. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont autorisés à effectuer les opérations suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
  - a) accéder à tout bâtiment, équipement, construction, installation, propriété mobilière ou immobilière;
  - b) examiner l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques et y pénétrer pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la Ville du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui leur est conféré par une loi ou un règlement;
  - c) visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, notamment afin d'éviter qu'un crime ou une infraction puisse y être commis;
  - d) obliger les propriétaires ou occupants de propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les fonctionnaires ou employés de la Ville;
  - e) exiger tout renseignement, de même que la production de tout document s'y rapportant aux fins de l'application de toute disposition d'un règlement concernant des objets relevant de leurs fonctions;
  - f) exiger de toute personne ayant commis ou qu'ils soupçonnent d'avoir commis une infraction de s'identifier en déclinant ses noms, prénoms, date de naissance et adresse;
  - g) faire des enquêtes, recherches, vérifications et essais et prendre des photographies ou des enregistrements dans tout bâtiment, équipement, construction, installation ou autre lieu;
  - h) se coordonner avec les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants afin d'agir en soutien à toute intervention de leur part ou agir à leur demande ;
  - i) délivrer au nom de la Ville un constat d'infraction pour toute infraction à l'un des règlements dont il doit veiller aux inspections et à l'application.

6. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont également autorisés à effectuer les opérations complémentaires suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
- a) restreindre l'accès à un chemin public, à un trottoir, à un terrain public ou privé si un périmètre de sécurité a été établi par le Service de police de la Ville de Montréal, le Service de sécurité Incendie de Montréal ou tout service public ayant ce pouvoir lorsque requis;
  - b) restreindre l'accès à tout lieu qu'il juge représenter un danger pour la sécurité des personnes qui s'y trouvent;
  - c) déployer de la signalisation temporaire et à contrôler la circulation lors de toute situation d'urgence ou dans l'objectif de prévenir un danger ou pour venir en assistance aux policiers dans la gestion de la circulation;
  - d) dévier temporairement la circulation lorsque nécessaire;
  - e) expulser une personne qui contrevient à l'usage normal et respectueux des installations de la Ville, incluant les parcs, bâtiments et autres lieux publics;
  - f) expulser une personne qui refuse de respecter les règles émises par un employé de la Ville dans les installations de la Ville, incluant les parcs, terrains de jeux, bâtiments, parcs canins, bibliothèque, centre récréatif salles de réception, stationnements publics et autres lieux publics sous la responsabilité de la Ville;
  - g) délivrer au conseil une recommandation en application de l'article 348.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).
7. Les officiers, patrouilleurs et inspecteurs du Service collaborent et assistent avec le service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), le service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé, ainsi qu'avec les ministères et organisations chargés de la protection civile sur l'Île de Montréal.
- Sous l'égide de l'Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), le Service est établi comme service de sécurité civile pour assurer la protection des personnes et des biens sur le territoire de la Ville. Il est chargé de la mise en place et de la mise à jour périodique de la mission locale du plan de sécurité civile de l'agglomération de Montréal, avec les activités reliées à l'aide aux personnes sinistrées, les communications locales avec les citoyens, les supports techniques et la mise en place du centre des opérations d'urgence local ainsi que le support au centre des opérations d'urgence.
8. Toute personne doit se comporter de manière à :
- a) permettre aux officiers, patrouilleurs et sergents d'exercer les fonctions prévues au présent règlement;
  - b) ne pas nuire ou entraver leur mise en œuvre.

9. Commet une infraction, toute personne qui :
- a) entrave de quelque façon que ce soit l'exécution des fonctions de tout officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - b) refuse d'obtempérer à la demande d'expulsion d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - c) refuse d'obtempérer à la demande d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service qui lui demande de circuler ou de déplacer son véhicule;
  - d) refuse de s'identifier à un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - e) intimide, profère des menaces ou insulte un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
  - f) empêche ou nuit d'une quelconque manière à l'exercice des pouvoirs conférés à un officier, patrouilleur ou sergent, notamment en lui refusant l'entrée dans un lieu, en refusant de lui transmettre une information ou en lui transmettant de fausses informations.
10. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :
- 1° s'il s'agit d'une personne physique :
    - a) pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;
    - b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
  - 2° s'il s'agit d'une personne morale :
    - a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
    - b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 \$ à 4 000 \$.
11. La délivrance de tout constat par un officier, patrouilleur ou sergent aux termes du présent règlement n'a pas pour effet de limiter son pouvoir de constater une contravention ou de limiter la délivrance d'un constat aux termes de tout règlement dont il est chargé de l'application ou des inspections.
12. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. 1472 CONCERNING PUBLIC SECURITY AND REGULATORY COMPLIANCE**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
NOTICE OF MOTION AND FILING:	APRIL 16, 2024
ADOPTION OF BY-LAW:	..., 2024
COMING INTO EFFECT:	..., 2024

**CONSIDERING** the powers of the Town under sections 411 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19) and 62 of the *Municipal Powers Act* (CQLR, c. C-47.1);

**CONSIDERING** sections 72 to 87 of the *Code of Penal Procedure* (CQLR, c. C-25.1);

**CONSIDERING** subparagraph a) of paragraph 8 of section 19 and section 54 of the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations* (CQLR, c. E-20.001);

**ON ... , 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. This by-law applies to the territory of Town of Mount Royal.
  
2. The purpose of this by-law is:
  - a) to define and guide interventions by the officers, patrollers and sergeants of the Public Security Department, which is a municipal department;
  
  - b) to provide to residents services complementary to the public security services provided by the police department, civil protection agencies and first responders for which the Agglomeration is responsible.
  
3. In performing their duties, the officers, patrollers and sergeants shall be responsible for inspections and for enforcing the following by-laws:
  - a) **1358** – Concerning the Selective Collection of Recuperable Secondary Materials and Refuse Collection;
  - b) **1407** – Concerning Idling Control;
  - c) **1421** – to Govern Filming Permits;
  - d) **1468** – on Public Domain Occupancy Permits;
  - e) **1384** – with Respect to Traffic Control Devices;
  - f) **1323** – Concerning the Distribution of Circulars;
  - g) **1340** – Concerning the Management and Protection of Dogs and Cats;
  - h) **1380** – Concerning Sanitation, Safety, Peace and Order;
  - i) **1419** – Water Supply;
  - j) **1432** – on Snow Removal;
  - k) **1436** – Concerning Pesticide Use;
  - l) **P-38.002, r.1** – Regulation respecting the application of the Act to promote the protection of persons by establishing a framework with regard to dogs.

4. As part of their duties, patrollers and sergeants may carry out inspections related to enforcement of the following by-laws:
  - a) **1383** – Regarding Operating Licences for Certain Commercial Activities;
  - b) **1433** – Against the Propagation of the Emerald Ash Border within the Town of Mount Royal.
  - c) **1435** – Governing the Demolition of Immovables;
  - d) **1441** – Zoning.
  - e) **1443** – Building;
  - f) **1444** – Permits and Certificates;
  - g) **1447** – Concerning Pawnshops and Establishments Dealing in Second-Hand Goods;
  - h) **1456** – Concerning Solid-Fuel Heating and Cooking Devices and Fireplaces;
  - i) **1467** – Concerning the Maintenance and Occupation of Buildings.
  
5. Department officers, patrollers and sergeants are authorized to carry out the following operations as part of the duties:
  - a) gaining access to any building, equipment, construction, facility or movable or immovable property;
  - b) examining the interior and exterior of any houses, buildings or structures and entering them to determine whether the by-laws passed by Council have been followed, to check any information or to ascertain any fact required for the Town to be able to issue a permit, issue an opinion or give permission or any other form of permission granted to them under a law or by-law;
  - c) visit and examine, at any reasonable time of day, any immovable or movable property, in particular to prevent a crime or offence from being committed.
  - d) require the owners and occupants of properties, buildings and structures to allow Town officers and employees to enter them;
  - e) require any information and the production of any related document for the purpose of applying any provision of a by-law concerning objects related to their duties;
  - f) require that any person who has committed or is suspected of having committed an offence identify themselves by providing their family names, first names, date of birth and address;
  - g) make inquiries about, search, check, carry out tests and take photographs or make recordings of any building, equipment, structure, facility or other location;
  - h) coordinate with the police, civil protection, fire and first responder agencies in order to provide support for any intervention by them or to act at their request;
  - i) issue, on behalf of the Town, a statement of offence for any violation of one of the by-laws under which they are to carry out inspections or which they are to enforce.

6. Department officers, patrollers and sergeants are also authorized to carry out the following complementary operations as part of their duties:
- a) restrict access to a public road, sidewalk or public or private property if a security perimeter has been set up by the Service de police de la Ville de Montréal, the Service de sécurité Incendie de Montréal or any public service which has this power when required;
  - b) restrict access to any location which it deems as constituting a danger to the safety of the persons on the premises;
  - c) put up temporary signage and control traffic during emergency situations or for the purpose of warning about a danger or assisting the police in managing traffic;
  - d) temporarily divert traffic when necessary;
  - e) expel any person who does not use Town facilities, including parks, buildings and other public places, in a normal and respectful manner;
  - f) expel any person who refuses to comply with the rules issued by a Town employee in Town facilities, including parks, playing fields and courts, buildings, dog runs, the library, the recreation centre, reception areas, public parking facilities and other public places under the Town's responsibility;
  - g) submit to Council a recommendation in application of section 348.1 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19).
7. Department officers, patrollers and inspectors shall collaborate with and assist the Service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), the Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé and the Quebec departments and the organizations responsible for civil protection on the Island of Montreal.

Under the aegis of the Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), the Department is designated as a civil protection service for people and property on Town territory. It is responsible for setting up and periodically updating the local mission of the Montreal Agglomeration civil protection plan, with activities related to assisting affected persons, maintaining local communications with citizens, providing technical support, setting up a local emergency operations centre and supporting the centre's operations.

8. All persons are required to act so as to:
- a) allow officers, patrollers and sergeants to perform the duties specified in this by-law;
  - b) not hinder or interfere with the performance of said duties.

9. A person who does any of the following shall have committed an offence:
  - a) interferes in any way with the performance of the duties of an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - b) refuses to comply with the expulsion order of an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - c) refuses to obey an officer, patroller or sergeant of the Department who asks them to move along or to move their vehicle;
  - d) refuses to identify themselves to an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - e) intimidates, utters threats toward or insults an officer, patroller or sergeant of the Department;
  - f) hinders or interferes, in any way, with the exercise of the powers granted to an officer, patroller or sergeant, in particular by refusing them entry to a location, refusing to provide information to them or providing false information to them.
10. Any person who contravenes any provision of this by-law shall have committed an offence and shall be liable to:
  1. for a physical person:
    - a) a fine of between \$500 and \$1,000 for a first offence;
    - b) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a subsequent offence;
  2. for a moral person:
    - a) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a first offence;
    - b) a fine of between \$2,000 and \$4,000 for a subsequent offence.
11. The issuing of any statement by an officer, patroller or sergeant hereunder shall not have the effect of limiting their power to place on record an offence or limiting the issuing of a statement of offence under any by-law they are responsible for enforcing or for carrying out inspections under.
12. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

## RÈGLEMENT N<sup>o</sup> 1471 DIVISANT LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ EN HUIT DISTRICTS ÉLECTORAUX

### SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION

DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	16 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	..... 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	31 OCTOBRE 2024

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 16 avril 2024 et que le projet de règlement a été déposé lors de la même séance;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 9 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ., C. E-2.2) (la Loi), le nombre de districts électoraux de la municipalité doit être d'au moins huit districts et d'au plus douze;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun et nécessaire de procéder à la division du territoire de la municipalité en huit districts électoraux de manière à respecter les exigences de l'article 12 de la Loi.

### LE ..... 2024 LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le territoire de la Ville de Mont-Royal est, par le présent règlement, divisé en huit districts électoraux, décrits et délimités comme suit :

#### District électoral n<sup>o</sup> 1

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Beaumont et de la limite municipale nord-est, les limites municipales nord-est et sud-est, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest), le boulevard Graham, l'avenue Brookfield, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest – incluant le 295, avenue Brookfield et le 280, avenue Trenton), les limites municipales nord-ouest et nord-est jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 873 électeurs pour un écart à la moyenne de +5,11 % et possède une superficie de 1,09 km<sup>2</sup>.

#### District électoral n<sup>o</sup> 2

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Melbourne et du boulevard Laird, le boulevard Laird, le chemin Canora, la voie ferrée du REM, la limite municipale nord-ouest, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest) et l'avenue Melbourne jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 793 électeurs pour un écart à la moyenne de +0,62 % et possède une superficie de 0,54 km<sup>2</sup>.

#### District électoral n<sup>o</sup> 3

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Melbourne et du boulevard Laird, l'avenue Melbourne, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest – excluant le 280, avenue Trenton et le 295, avenue Brookfield), l'avenue Brookfield, le boulevard Graham, le chemin Canora et le boulevard Laird jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 629 électeurs pour un écart à la moyenne de -8,59 % et possède une superficie de 0,65 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 4**

En partant d'un point situé à l'intersection du croissant Merit et du boulevard Graham, le boulevard Graham, la ligne arrière du chemin Rockland (côté sud-ouest), les limites municipales sud-est et sud-ouest, la voie ferrée du REM, l'avenue Wicksteed et le croissant Merit jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 971 électeurs pour un écart à la moyenne de +10,61 % et possède une superficie de 0,48 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 5**

En partant d'un point situé à l'intersection de la voie ferrée du REM et de la limite municipale sud-est, cette limite municipale sud-est, le chemin Saint-Clare, l'avenue Kindersley, le boulevard Graham, le croissant Merit, l'avenue Wicksteed et la voie ferrée du REM jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 580 électeurs pour un écart à la moyenne de -11,34 % et possède une superficie de 0,77 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 6**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et de la voie ferrée du REM, la voie ferrée du REM, le chemin Dunkirk, le boulevard Graham, l'avenue Lazard, le chemin Winton, le chemin Strathcona, le chemin MacNeil et la limite municipale nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 856 électeurs pour un écart à la moyenne de +4,15 % et possède une superficie de 0,49 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 7**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et du chemin MacNeil, le chemin MacNeil, le chemin Strathcona, le chemin Winton, l'avenue Lazard, le boulevard Graham, l'avenue Kindersley, le chemin Saint-Clare, l'avenue Kindersley, le chemin Lucerne, jusqu'à l'avenue Algonquin, la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est) et la limite municipale nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 684 électeurs pour un écart à la moyenne de -5,50 % et possède une superficie de 0,77 km<sup>2</sup>.

#### **District électoral n° 8**

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite municipale nord-ouest et de la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est), la ligne arrière du chemin Lucerne (côté nord-est) jusqu'à l'avenue Algonquin, le chemin Lucerne, l'avenue Kindersley, le chemin Saint-Clare et les limites municipales sud-est, sud-ouest et nord-ouest jusqu'au point de départ.

Ce district contient 1 866 électeurs pour un écart à la moyenne de +4,71 % et possède une superficie de 2,66 km<sup>2</sup>.

La description des limites des districts électoraux a été effectuée dans le sens horaire.

Toute mention d'une voie de circulation renvoie à sa ligne médiane, sauf indication contraire.

Toute mention de la ligne arrière d'une voie de circulation signifie que la limite du district électoral passe à l'arrière des emplacements dont les adresses ont front sur la voie de circulation mentionnée. Le côté de ladite voie est précisé par un point cardinal.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 31 octobre 2024 conformément à l'article 30 à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

Projet du 16 avril 2024



**REGLEMENT N° 1471**

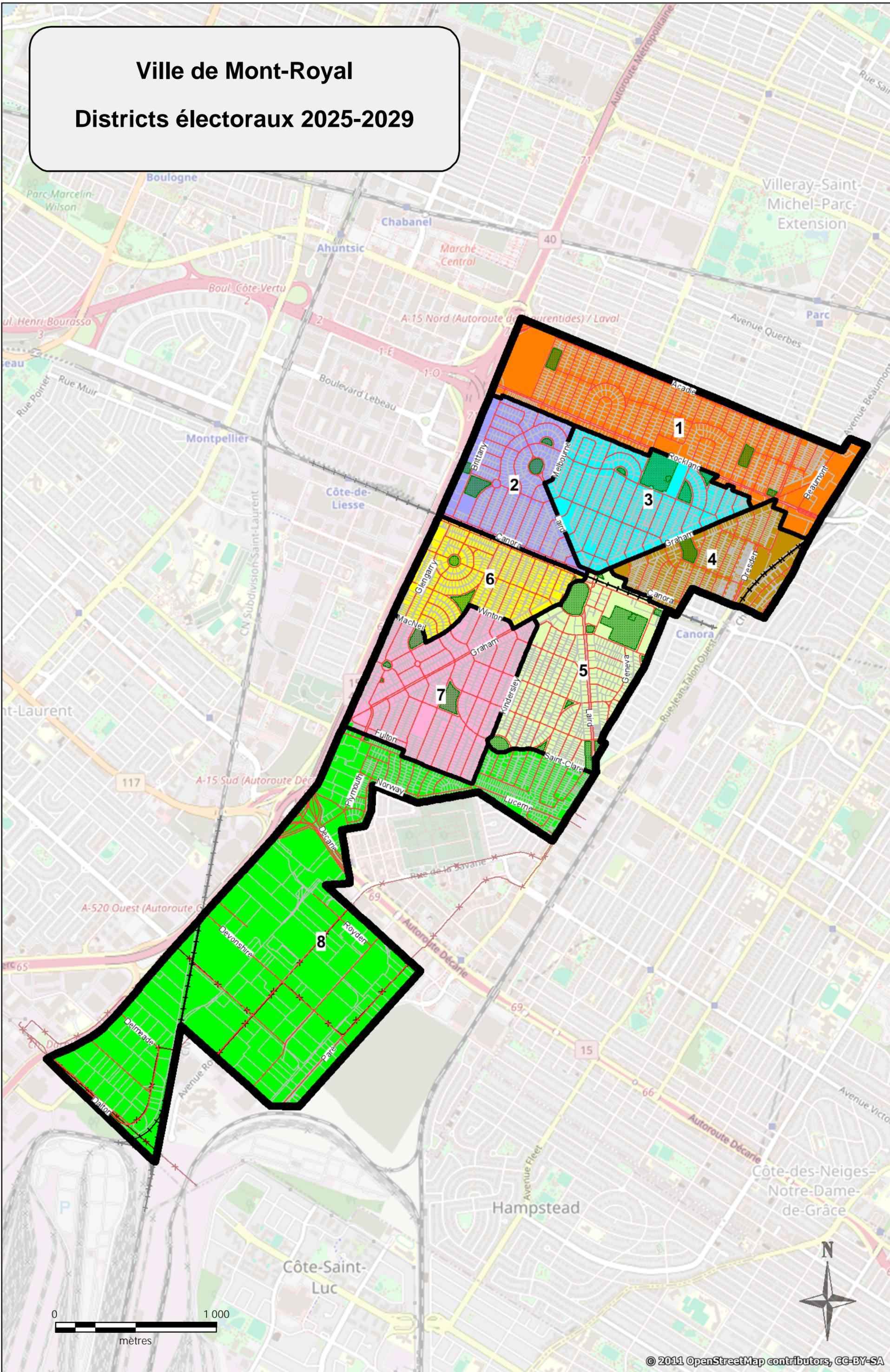
**ANNEXE 1**

**Carte électorale**

Projet du 16 avril 2024

# Ville de Mont-Royal

## Districts électoraux 2025-2029



© 2011 OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

**BY-LAW NO. 1471 TO DIVIDE THE TOWN'S TERRITORY INTO EIGHT ELECTORAL DISTRICTS**

<b>ADOPTION PROCEDURE SUMMARY</b>	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING :</b>	<b>APRIL 16, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>..... 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>OCTOBER 31, 2024</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on April 15, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**WHEREAS** under section 9 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR c. E-2.2) (the Act), the number of electoral districts in the Town shall not be fewer than 8 nor more than 12;

**WHEREAS** Council deems it advisable and necessary to proceed with the division of the Town's territory into eight electoral districts so as to meet the requirements of section 12 of the Act.

**ON ..... 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. The Town of Mount Royal shall be divided into eight electoral districts described and bounded as follows:

**Electoral District No. 1**

Starting at the intersection of Beaumont Avenue and the northeast Town boundary, the northeast and southeast Town boundaries, the rear lot line of Rockland Road (southwest side), the Graham Boulevard, Brookfield Avenue, the rear lot line of Rockland Road (southwest side, - including 295 Brookfield Avenue and 280 Trenton Avenue) and the northwest and northeast Town boundaries to the starting point.

Such district shall comprise 1 873 electors, a +5.11 % variation from the mean, and an area of 1.09 km<sup>2</sup>.

**Electoral District No. 2**

Starting at the intersection of Melbourne Avenue and Laird Boulevard, Laird Boulevard, Canora Road, the REM railroad tracks, the northwest Town boundary, the rear lot line of Rockland Road (southwest side) and Melbourne Avenue to the starting point.

Such district shall comprise 1 793 electors, a +0.62% variation from the mean, and an area of 0.54 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 3**

Starting at the intersection of Melbourne Avenue and Laird Boulevard, Melbourne Avenue, the rear lot line of Rockland Road (southwest side - excluding 280, Trenton Avenue and 295, Brookfield Avenue), Brookfield Avenue, Graham Boulevard, Canora Road and Laird Boulevard to the starting point.

Such district shall comprise 1 629 electors, a -8.59 % variation from the mean, and an area of 0.65 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 4**

Starting at the intersection of Merit Crescent and Graham Boulevard, Graham Boulevard, the rear lot line of Rockland Road (southwest side), the southeast and southwest Town boundaries, the REM railroad tracks, Wicksteed Avenue and Merit Crescent to the starting point.

Such district shall comprise 1 971 electors, a +10.61% variation from the mean, and an area of 0.48 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 5**

Starting at the intersection of the REM railroad tracks and the southeast Town boundary, the southeast Town boundary, Saint-Clare Road, Kindersley Avenue, Graham Boulevard, Merit Crescent, Wicksteed Avenue and the REM railroad tracks to the starting point.

Such district shall comprise 1 580 electors, a -11.34% variation from the mean, and an area of 0.77 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 6**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and the REM railroad tracks, the REM railroad tracks, Dunkirk Road, Graham Boulevard, Lazard Avenue, Winton Road, Strathcona Road, MacNeil Road and the northwest Town boundary to the starting point.

Such district shall comprise 1 856 electors, a +4.15 %variation from the mean, and an area of 0.49 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 7**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and MacNeil Road, MacNeil Road, Strathcona Road, Winton Road, Lazard Avenue, Graham Boulevard, Kindersley Avenue, Saint-Clare Road, Kindersley Avenue, Lucerne Road, to Algonquin Avenue, the rear lot line of Lucerne Road (northeast side) and the northwest Town boundary to the starting point.

Such district shall comprise 1 684 electors, a -5.50% variation from the mean, and an area of 0.77 km<sup>2</sup>.

### **Electoral District No. 8**

Starting at the intersection of the northwest Town boundary and the rear lot line of Lucerne Road (northeast side), the rear lot line of Lucerne Road (northeast side) to Algonquin Avenue, Lucerne Road, Kindersley Avenue, Saint-Clare Road and the southeast, southwest and northwest Town boundaries to the starting point.

Such district shall comprise 1 866 electors, a +4.71% variation from the mean, and an area of 2.66 km<sup>2</sup>.

The boundaries of the electoral districts are described clockwise.

References to roadways are to their centre line unless otherwise provided.

Any reference to the rear line of a roadway means that the electoral district boundaries pass behind the sites fronting the roadway mentioned. The side of such roadway is defined by a cardinal point.

2. This by-law shall come into effect on October 31, 2024 according to section 30 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk

Projet du 16 avril 2024



**BY-LAW NO. 1471**

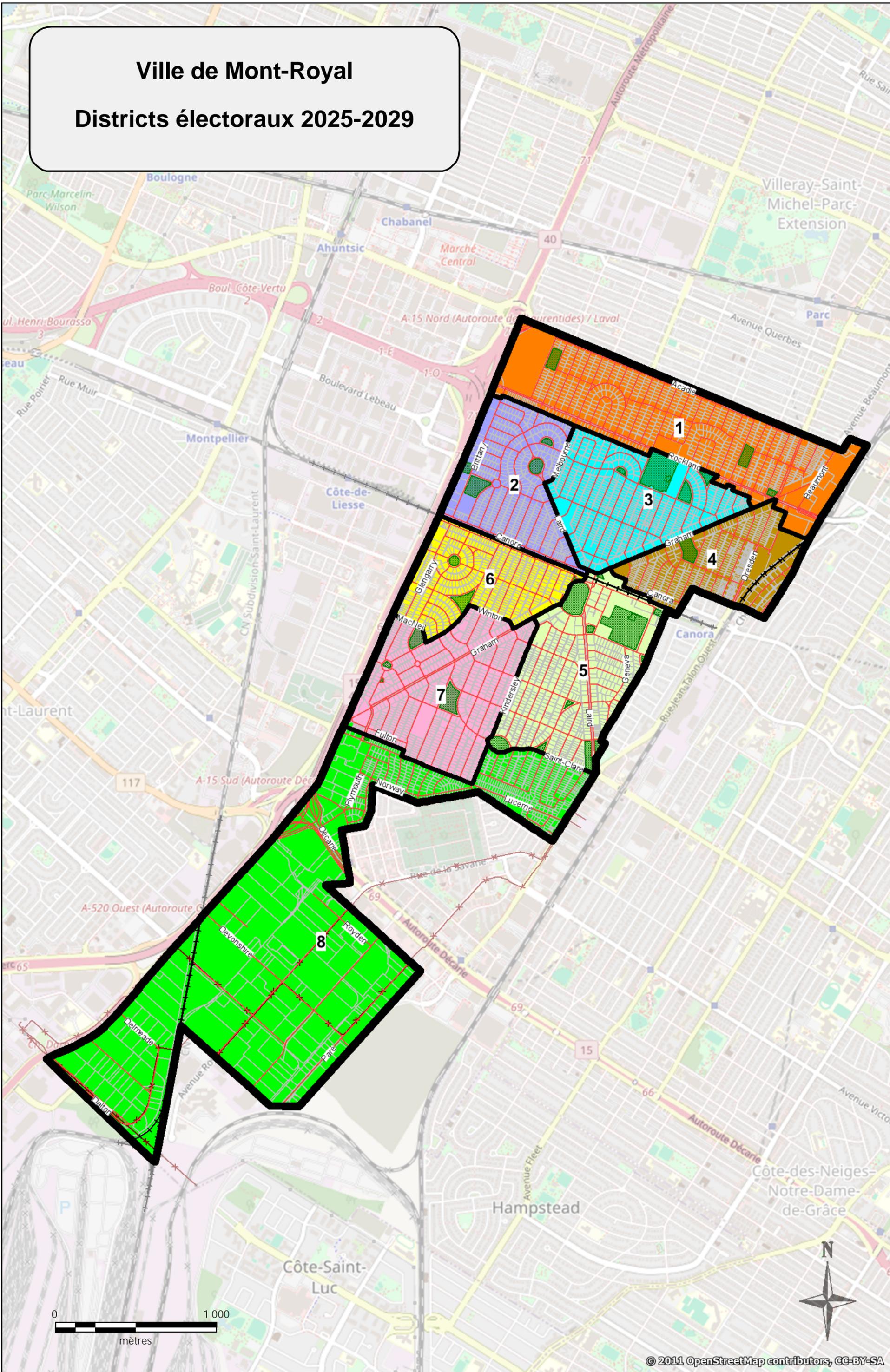
**SCHEDULE 1**

**Electoral Map**

Projet du 16 avril 2024

# Ville de Mont-Royal

## Districts électoraux 2025-2029



© 2011 OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA